

Paul Rafanoharana « Le Président est prisonnier de luttes d'influences »

L'Express – Interview de Misaina Rakotondratsima – 16/05/11



Sitôt nommé conseiller diplomatique du président de la HAT, le Franco-malgache Paul Maillot Rafanoharana a remis son tablier à l'issue de la tournée internationale de Andry Rajoelina dont il affirme être l'initiateur. Un coup de théâtre prévisible dans la mesure où l'ancien officier saint-cyrien reconverti entrepreneur faisait de l'ombre à certains hommes du palais. Confessions.

• Vous êtes venu nous annoncer que vous quittez vos fonctions de Conseiller spécial diplomatique du Président Rajoelina. Que s'est-il passé ?

- En liminaires, permettez-moi de rappeler les raisons pour lesquelles j'avais décidé d'accepter sa proposition, à la fin du mois de mars dernier. J'étais las, comme la plupart d'entre nous, de l'enlisement de notre pays dans la crise, et écœuré de voir nos compatriotes en être les premières victimes. Après avoir rencontré de nombreuses forces vives de notre pays, j'avais acquis la conviction que l'instauration d'un nouveau régime de Transition ne ferait que rajouter du désordre et nous rapprocherait encore plus du chaos. En conséquence, j'étais convaincu qu'il fallait, au moment où se constituait un gouvernement de Transition d'union nationale, tout mettre en œuvre pour l'aider à sortir de l'impasse et accélérer l'incontournable et nécessaire processus de la reconnaissance internationale.

Étant extérieur au sérail politique malgache et ayant conscience des erreurs et des manquements reprochés à la HAT, je connaissais les risques auxquels je m'exposais. Au regard de l'enjeu, à savoir la sortie de crise, j'ai toutefois décidé d'encourir ces risques et de quitter mon « confort » de chef d'entreprise pour aider humblement et bénévolement mon pays natal.

• Après de tels sacrifices, pourquoi renoncer à votre mission ?

- Je n'ai aucunement renoncé à ma mission originelle. Mais je refuse de continuer à l'honorer en tant que conseiller du Président Rajoelina. Je crois en sa bonne volonté mais il est aujourd'hui prisonnier des luttes d'influence qui se jouent au sein de son entourage. Ce qui ne lui permet pas de traduire ses aspirations dans les faits. Dès lors, le Président ne pouvait m'accorder la latitude nécessaire à la réalisation de ma mission. En me retirant, je retrouve mon entière liberté que je mettrai au service du pays en continuant à favoriser la sortie de crise.

• En parlant « d'entourage », vous faites référence aux proches du Président ?

- Oui, vous le savez. Et la presse s'en est fait largement l'écho. Dès ma nomination, certains d'entre eux ont usé de pressions pour s'y opposer en mettant un veto sur la signature du décret de ma nomination, avant d'exhumer une affaire personnelle du passé. On a commencé aussi à faire circuler des énormités sur mon parcours professionnel et je m'attends à un nouveau déferlement d'inepties de ce genre au lendemain de ma démission. Mais au-delà des calomnies, des menaces physiques sont exercées sur ma famille. Ce que je trouve abject et lâche. Fidèle à ce que j'ai dit précédemment, je me refuse à dénoncer quiconque et à cibler telle ou telle personne. Madagascar doit sortir des logiques personnelles sclérosantes.

• **Mais pourquoi avez-vous tant gêné ?**

- Ce n'est pas à moi qu'il faut le demander. J'imagine que ma ligne de conduite pouvait déranger ceux qui considèrent l'État comme leur chasse gardée. En aidant le Président à s'émanciper de la tutelle de ces individus, je devenais leur principal ennemi. J'ai également tenté de faire bouger les négociations en formulant des propositions audacieuses, parmi lesquelles la nomination de Raymond Ranjeva à la tête de la CENI (Commission électorale nationale indépendante) ou celle de l'ancien Président Albert Zafy à la tête du CRN (Comité de réconciliation nationale). Cela a heurté leur volonté de ne rien concéder. Une chose est certaine en tout cas. Certaines des personnes que ma nomination a dérangé préfèrent leur parti à la patrie pour reprendre les termes d'un homme politique français. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

• **Pourtant, tout le monde au sein de la Présidence devrait vouloir aller vers la reconnaissance internationale...**

- Ne nous trompons pas. Il y a ceux, nombreux, qui estiment qu'en l'état actuel des choses, le régime de transition devrait obtenir la reconnaissance internationale, et ceux, dont je fais partie, qui considèrent que cette reconnaissance est conditionnée par l'adoption de mesures d'apaisement par le régime de transition. C'est là où ma position heurte celle d'acteurs qui maximisent leurs intérêts personnels. Par mesures d'apaisement, j'entends la prise en compte des intérêts des mouvances, la révision d'une feuille de route plus équilibrée que celle validée par le Docteur Simao, l'instauration d'un cadre électoral exemplaire afin que des élections puissent se tenir dans des conditions acceptables. De l'autre côté, le pouvoir effectif est dans les mains du régime de transition et c'est pour cela que j'avais choisi de l'aider à aller vers la reconnaissance par ces gages de bonne volonté.

• **Il semblerait que vous aviez été mis à l'écart de plusieurs missions diplomatiques, ces dernières semaines**

- En effet. J'en suis déçu mais je n'exprime aucune frustration. Sans vouloir préjuger des résultats que j'aurais obtenus, je considère avoir contribué à restaurer la communication entre le Président et la communauté internationale, que ce soit auprès de la diplomatie européenne à Bruxelles ou bien en France, en lui permettant de rencontrer le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, et le Secrétaire Général de l'OIF, Abdou Diouf. En organisant une rencontre avec l'AFP et RFI à Paris, j'ai raffermi les relations avec les médias internationaux. J'ai le sentiment d'avoir permis à mes interlocuteurs de voir en Madagascar autre chose qu'un pays en crise. Et que ce nouveau regard pouvait les amener à revoir quelque peu leurs positions.

Si je suis déçu de cette mise à l'écart, c'est surtout parce que l'intérêt général de la Nation en pâtit. En effet, en m'écartant au dernier moment des rencontres que j'avais contribué à organiser, les autorités de transition ont jeté le doute dans l'esprit de certains de nos interlocuteurs internationaux. On a même été jusqu'à m'interdire de participer, en cette fin de semaine, à Budapest, à l'assemblée paritaire entre l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique /Caraïbes/Pacifique) où, grâce à la qualité des travaux conduits avec nos excellents diplomates à Bruxelles, nous avons obtenu le principe d'un réexamen de la position sur Madagascar. Quel gâchis...

Le plan d'actions que j'avais élaboré pour le sommet de la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), décalé finalement du 20 au 22 mai, n'a été respecté par aucun des acteurs clés. Chacun étant parti impréparé dans une course à l'échalote pour sa seule gloire personnelle. Cette impréparation et le fait que diverses délégations se déplacent sans mandat troublent la perception qu'ont les acteurs internationaux du régime actuel. Aussi, je ne peux qu'être dubitatif quant à l'issue de cette réunion du 22 mai.

• **Regrettez-vous d'avoir accepté ce poste de conseiller, avec le recul ?**

- Non, absolument pas. Je n'ai jamais reculé devant l'adversité. Toute expérience est enrichissante, et je retire des leçons de celle-ci. J'ai notamment pu constater de visu ce que je pensais depuis longtemps. Les valeurs fondamentales du « fihavanana » sont trop souvent dévoyées et instrumentalisées. La plupart de ceux qui l'érigent en slogan politique n'y accordent au fond aucune valeur. Il est grand temps de redonner à l'entraide et à la solidarité la place qu'elles méritent. Les véritables raiamandreny de ce pays doivent de nouveau faire entendre leur voix et se charger de cette réhabilitation.

Je suis encore plus convaincu de l'urgence d'un renouvellement des élites malgaches. L'accession au pouvoir est fondée sur la cooptation et sur le clientélisme sans aucune importance accordée aux compétences. Résultat ? Beaucoup de personnes formées aptes à prendre en main le pays se retrouvent à l'étranger, ou alors sont cantonnées à une fonction administrative sans aucun pouvoir de décision. À quoi sert le système éducatif malgache dans ce contexte ? À ce sujet, je présenterai prochainement un projet apolitique qui permettra à la richesse intellectuelle malgache de s'exprimer et qui soutiendra les capacités innovantes des entrepreneurs malgaches.

• **Mais n'avez-vous pas cautionné le régime en acceptant un tel poste ?**

- Je n'ai jamais rien cautionné et les personnes que j'ai rencontrées avant ma nomination et pendant mon court mandat peuvent en témoigner. Je continue d'être fermement convaincu qu'il est plus facile de changer les choses de l'intérieur, que ce soit pour s'opposer au renvoi injuste et indigne de notre chargé d'affaires à l'Ambassade de Paris, pour soutenir le Directeur de la banque centrale aujourd'hui relevé et dont le rôle a été fondamental dans la relative solidité de notre monnaie, ou pour plaider la cause des compagnies lésées au profit d'intérêts particuliers, qu'il s'agisse d'Air Madagascar, de SRDI, ou de MadaOil, entre autres.

• **Ce départ fait-il de vous un opposant, désormais ?**

- Absolument pas. Je ne suis pas inséré dans le champ politique donc je n'ai aucun adversaire politique. Par ailleurs, mon seul et unique souhait reste la sortie de crise et je considère qu'il ne pourra y en avoir sans la participation de tous. Dans ce contexte, je n'ai que des collaborateurs avec lesquels je souhaite avancer.

Je continue à dire que nos 20 millions de compatriotes ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel des intérêts particuliers. Ils n'ont que faire de ces querelles intestines et n'aspirent qu'à de meilleures conditions de vie. Je vous rappelle que les critères du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE stipulent sans équivoque que les populations ne doivent pas pâtir d'une situation de crise. Madagascar a plus que jamais besoin d'être accompagné, plutôt que sanctionné, par la Communauté Internationale. Je continuerai à œuvrer en ce sens avec détermination.

Source : <http://www.lexpressmada.com/paul-rafanoharana-madagascar/23503--le-president-est-prisonnier-de-luttes-d-influences-.html>